

---

## [Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides](#)

*Récolteurs de caoutchouc, concernée par un projet REDD+ , est contrainte de mener une lutte pour accéder à des terres. Le projet a déjà vendu des crédits carbone et, à ce jour, n'a offert à la communauté locale que des kits de soins dentaires et une visite chez le dentiste.*

Le « projet Envira Amazonia » est l'une des trois opérations de crédits carbone forestier (REDD+) menées par la société américaine CarbonCo LLC dans l'État brésilien d'Acre. La zone du projet couvre près de 40 000 hectares de forêt amazonienne et fait partie d'une immense propriété de 200 000 hectares revendiquée par la société JR Agropecuária e Empreendimentos EIRELI. Cette revendication est toutefois contestée. **Les familles des récolteurs de caoutchouc vivent sur ces terres depuis des générations** mais la plupart d'entre elles n'ont pas été en mesure d'obtenir des titres légaux qui officialisent leurs droits sur cette zone. **Le projet REDD+ menace l'avenir de la communauté** car il impose des restrictions sur l'utilisation future des terres et empêche les familles de remettre en activité les parcelles agricoles abandonnées au cours de la dernière décennie.

Le principal propriétaire de la société brésilienne impliquée dans le projet REDD+ d'Envira Amazonia est Duarte Jose do Couto Neto. Do Couto Neto est impliqué dans un certain nombre d'entreprises (1) et a été candidat pour le parti d'extrême-droite Prona de l'État de l'Acre dans les années 1990. Pas plus tard qu'en septembre 2017, il a exprimé son soutien au candidat d'extrême-droite actuel à l'élection présidentielle au Brésil et à la dictature militaire en déclarant qu'il aspirait au régime militaire (« Saudades e muita do regime militar »). (2)

Comme dans la plupart des régions de l'Amazonie brésilienne, **le régime foncier dans la zone du projet est compliqué et contesté**, mais il est impossible de le savoir par la lecture du projet ou des documents de certification : la revendication du propriétaire foncier sur cette énorme superficie de 200 000 hectares est considérée comme acquise et aucune litige foncier n'est mentionné. Dans les documents de la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) on ne se pose non plus la question de savoir comment une seule personne – en l'occurrence Duarte Jose do Couto Neto – a pu légalement acquérir une si vaste étendue de terres privées à proximité de la zone frontalière du pays avec la Bolivie et le Pérou. Les récolteurs de caoutchouc utilisent la terre depuis des générations et ont des droits légaux sur les terres qu'ils occupent bien que très peu de familles détiennent des titres fonciers. **Une dizaine de familles de récolteurs de caoutchouc reconvertis en paysans détiennent des titres fonciers à l'intérieur des quelque 40 000 hectares qui constituent le projet REDD+ d'Envira Amazonia. De plus, environ 40 familles vivent à l'intérieur de la zone périphérique mais à l'extérieur du site du projet REDD+.** Selon le dossier du projet, ce projet REDD+ prétend protéger l'ensemble des 200 000 hectares et laisse penser que ces communautés vivant en dehors de la zone du projet sont également bénéficiaires, sans toutefois expliquer pourquoi ou comment elles sont concernées ou affectées.

En 2015, le projet Envira Amazonia REDD+ a été certifié conforme à la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) par le partenaire brésilien de Rainforest Alliance, Imafloa. Les évaluations de la certification Verified Carbon Standard (VCS, maintenant appelée Verra) ont été effectuées par

---

Environmental Services Inc. (3) En 2016, les certificateurs ont délivré le premier lot de crédits carbone du projet et un deuxième lot en novembre 2017. (4) La base de données VCS montre qu'au cours de l'exercice 2016/2017, au moins 750 000 crédits carbone du projet REDD+ d'Envira Amazonia ont été vendus. (5)

### **La communauté ne sait pas que le projet vend déjà des crédits carbone**

Lorsque le World Rainforest Movement (WRM) a rendu visite aux familles vivant dans les presque 40 000 hectares du site du projet Envira Amazonia REDD+, en mars 2018, **les membres de la communauté ne savaient pas que le projet avait été « approuvé » et vendait déjà des crédits carbone**. Les habitants ont expliqué que beaucoup d'étrangers étaient venus dans la région au cours des années précédentes, mais peu leur avaient parlé et beaucoup ne semblaient pas parler portugais. Ils ont effectué des études et **une personne a rendu visite à chaque famille individuellement pour les convaincre de soutenir le projet carbone**.

La plupart des familles ont signé un formulaire suggérant un soutien au projet ou ont été photographiées lorsqu'elles ont reçu un kit dentaire. **Ce kit dentaire contenait un petit tube de dentifrice et une brosse à dents**, et constitue, avec l'offre d'une visite gratuite chez un dentiste le seul avantage tangible dont les membres de la communauté ont bénéficié à ce jour.

### **Des promesses (vides) à la base de l'attribution du certificat CCB Gold Level**

Si les avantages tangibles pour les habitants se sont limités à un kit dentaire et à une unique visite chez le dentiste, de nombreuses promesses ont été faites lors de la présentation du projet aux familles. Les habitants ont confirmé que les promesses faites correspondent à celles qui apparaissent dans le document de projet préparé pour la certification CCB : « pour aider les communautés locales et atténuer les pressions de déforestation, les propriétaires vont également mettre en œuvre de nombreuses activités telles que la fourniture de cours de vulgarisation agricole, la mise en place de patrouilles sur les sites de déforestation potentiels au cours des premières phases du projet, l'attribution de titres de propriété aux communautés locales et la création d'autres activités économiques, notamment la commercialisation de la collecte des plantes médicinales et de l'açaí. » (6)

Imaflora a accordé un certificat CCB « Gold Level » au projet Envira Amazonia REDD+ en 2015/2016 sur la base des promesses du promoteur du projet à la communauté. Pourtant, **aucune de ces promesses n'a été tenue**. Comme on l'a dit plus précédemment, les propriétaires du projet semblent n'avoir même pas informé la communauté du fait que le projet REDD+ avait réussi les évaluations de certification et vendait déjà des crédits carbone. La publicité pour le projet REDD+ d'Envira Amazonia souligne également les avantages que le projet est censé apporter à la communauté. Une publicité de carbonfund.org pour le projet, par exemple, affirme que la communauté bénéficie du projet REDD+ : « Divers projets sociaux et activités visent à atténuer les pressions de la déforestation et à bénéficier aux communautés locales, parmi lesquels, entre autres : des cours de vulgarisation agricole, des patrouilles en bateau sur les sites potentiels de déforestation, l'amélioration des écoles et des cliniques locales et le développement d'infrastructures locales pour vendre de l'açaí, des plantes médicinales et du caoutchouc récoltés localement. » (7) Des photos d'enfants devant l'école communautaire (qui n'est plus opérationnelle depuis deux ans et est en mauvais état) et une photo d'une réunion communautaire à l'intérieur du bâtiment scolaire sont incluses pour laisser penser que le projet apporte des bénéfices à la communauté locale.

### **Envira Amazonia REDD+ : en réalité pour les familles, des restrictions, pas des avantages**

---

Tandis que les propriétaires du projet et les organismes de certification créent une réalité virtuelle d'un projet Envira Amazonia REDD+ apportant ses bienfaits aux familles dans la zone du projet, la réalité pour la communauté sur le terrain est similaire à celle des communautés affectées par les deux autres projets REDD+ de CarbonCO LLC dans l'État d'Acre, les projets REDD+ Purus et Valparaiso/Russas. (8) **Un grand propriétaire terrien doté d'un titre foncier douteux profite de la situation foncière précaire et de l'isolement de la communauté et utilise sa position de pouvoir sur les familles pour imposer des restrictions d'utilisation des terres qui risquent d'accélérer l'exode rural.**

**Le projet Envira REDD+ interdit l'utilisation de la forêt par les familles de récolteurs de caoutchouc en dehors des 150 hectares actuellement accessibles pour chacune des familles vivant sur le site du projet REDD+.** Les habitants ne sont donc pas autorisés à remettre en activité les parcelles récemment abandonnées qui étaient utilisées par les familles de récolteurs de caoutchouc jusque dans les années 1990. Cela va forcer les jeunes qui ont grandi dans la région et qui souhaitent poursuivre le mode de vie de leurs parents en tant que récolteurs de caoutchouc et de paysans à quitter la terre et à émigrer vers la ville où les opportunités d'emploi seront rares. **La déforestation destinée à l'élevage bovin continue à être pratiquée dans les zones environnantes par de grands propriétaires fonciers, mais les familles de paysans et de paysans se voient refuser la terre** utilisée depuis des générations pour la récolte du caoutchouc et l'agriculture paysanne.

La réalité virtuelle d'un projet REDD+ procurant des avantages « Gold Level » à la communauté, créée par les publicités sur le site web de carbonfund.org et les rapports de certification, contraste fortement avec la réalité des promesses vides et des futures restrictions d'utilisation des terres qui caractérisent le projet REDD+ Envira Amazonia sur le terrain.

*Jutta Kill, jutta [at] wrm.org.uy*

*Membres du secrétariat international du WRM*

(1) Une liste partielle des entreprises et des propriétés dans les États d'Acre et du Mato Grosso qui font apparemment l'objet d'un suivi dans le cadre de la certification du projet REDD+ (pour éviter les fuites, par exemple lorsqu'un propriétaire déplace son bétail vers ces autres propriétés) est incluse dans les documents de certification. Plusieurs propriétés (par exemple Seringal Canada) sont incluses dans le vaste domaine foncier de 200 000 hectares dont fait partie le projet REDD+. Cependant, la liste semble être incomplète et ne porte pas sur les activités dans l'État d'Amazonas auxquelles plusieurs habitants de la région ont fait référence. Au moins deux entreprises dans lesquelles Couto Neto apparaît comme partenaire ne figurent pas sur la liste : Santa Cruz Da Amazonia Empreendimentos Ltda et Start Up Da Amazonia Projetos d'Exploracao Sustentavel Ltda Me.

(2) Commentaire de Duarte Jose do Couto Neto sur un article intitulé « [General do exército bate forte no STF](#) »

(3) Les rapports financiers de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org font apparaître un paiement de 136 802 USD en 2015 à Environmental Services Inc. Les rapports n'expliquent pas s'il s'agit du coût de la validation et de la vérification du projet Envira Amazonia REDD+ par rapport à la norme carbone VCS. CarbonCo LLC est une filiale à 100 % de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org. Le rapport annuel de la Fondation Carbonfund.org 2016 est disponible [ici](#); les documents transmis pour l'exemption de l'impôt sur le revenu sont disponibles [ici](#).

4) Voir [ici](#) pour la longue liste des documents liés aux documents de certification Verra/VCS carbone et CCB.

(5) [Lien vers la base de données VCS/Verra](#)

---

(6) [Document de projet Envira Amazonia préparé pour la certification CCB](#)

(7) [Publicité de Carbonfund.org pour le projet Envira Amazonia REDD+](#)

(8) Pour plus d'informations sur les impacts de ces projets sur les communautés à l'intérieur des sites de projets REDD+, voir la publication WRM « [Observations sur un projet REDD privé dans l'État d'Acre, au Brésil](#) » et C. Faustino & F. Furtado (2015) : [Economia Verde, Povos das Florestas e Territórios: violações de direitos no estado do Acre Bericht für die Plataforma DHESCA Brasil.](#)